

ARRETE MUNICIPAL
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
235, RUE DE LA SCIE

N° A/2026/052
Du 03 mars 2026

Le Maire de la Commune de BONS-EN-CHABLAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2, L. 2213-1, L.2213-2 et suivants,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la route et notamment ses articles L. 411-1, R. 411-1 et suivants,
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants,
Vu le Code de l'Environnement,
Vu la demande présentée par la société JACQUET PAYSAGISTE représentée par Monsieur Antoine JACQUET – 350, rue du Grand Vire – 74890 BONS-EN-CHABLAIS.

Considérant qu'il convient de réglementer l'occupation du domaine public afin de préserver la sécurité des usagers.

ARRETE

Article 1^{er} : Pendant la période du 09 mars au 08 avril 2026, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public durant l'arrachage d'une haie pour leur client, Monsieur TOFFOLI. Lors des travaux, des machines de terrassement seront prévues. Un camion de type PL sera stationné, impasse des Marais. Des fourgonnettes de chantier seront également stationnées, rue de la Scie.

La circulation subira une gêne limitée. Les 2,00m de voirie nécessaire aux usagers seront maintenus.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions citées ou pour toute autre raison d'intérêt général. Elle est personnelle et incessible
Dans le cadre de manifestations locales, l'emplacement sera susceptible d'être modifié tout en respectant le périmètre actuel.

Article 3 : Le pétitionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune de Bons-en-Chablais fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 : La présente autorisation ne dispense pas le permissionnaire de respecter les dispositions relatives à d'autres réglementations et notamment celles au titre du commerce et de l'hygiène alimentaire.

Article 5 : La responsabilité du pétitionnaire est substituée à celle de la Commune si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

Article 6 : La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'entreprise pétitionnaire

Et transmis à :

Monsieur le Maire,

Monsieur le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Bons-en-Chablais,

Les agents de la Police Municipale de Bons-en-Chablais,

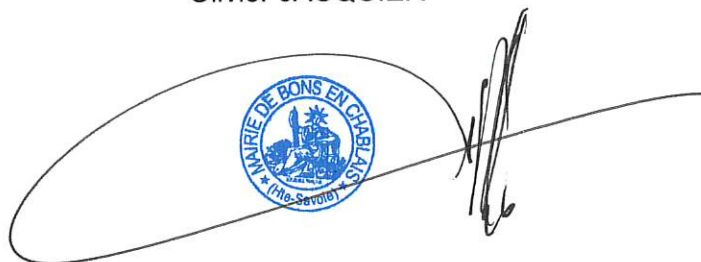
Monsieur le Directeur des Services Techniques de Bons-en-Chablais,

Monsieur le Directeur Adjoint des Services Techniques de Bons-en-Chablais,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bons-en-Chablais,
Le 03 mars 2026

Le Maire,
Olivier JACQUIER

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE BONS EN CHABLAIS' around the top edge and '1916 - 2021' at the bottom. In the center of the stamp is a small emblem depicting a landscape with a building and trees. The signature is a cursive scribble that extends to the right of the stamp.

Conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet devant le Tribunal Administratif de Grenoble - 2, Place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE CEDEX 1. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.